

N° 292.

ESTHONIE ET LITUANIE

Convention Consulaire, signée à
Riga le 12 juillet 1921.

ESTHONIA AND LITHUANIA

Consular Convention, signed at Riga,
July 12, 1921.

No. 292. — CONVENTION CONSULAIRE¹ ENTRE L'ESTHONIE ET LA LITUANIE, SIGNÉE A RIGA LE 12 JUILLET 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 juillet 1922.

La RÉPUBLIQUE d'ESTHONIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. Antoine PIIP, d'une part, et la RÉPUBLIQUE DE LITUANIE, représentée par le Ministre des Affaires étrangères, M. le D^r Joseph PURYCKIS, d'autre part, étant tombées d'accord de conclure une convention consulaire, ont convenu des dispositions suivantes :

A. CONDITIONS ET DROITS DES CONSULS.

1. Sont considérés comme consuls ou fonctionnaires consulaires, au sens de cette Convention tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir les fonctions définies par les règlements consulaires des Etats respectifs, c'est-à-dire les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires.

Les Etats contractants peuvent déléguer pour l'accomplissement des fonctions consulaires aussi bien des consuls de carrière (*consules missi*), que des consuls honoraires (*consules electi*). A ces derniers les stipulations de cette Convention ne s'appliquent que dans la mesure où le règlement consulaire de l'Etat mandant les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions énumérées dans les articles subséquents.

Chacune des Parties contractantes peut placer des consuls dans tous les ports, villes et places de l'autre partie, à l'exception des lieux où il ne paraîtrait pas désirable de recevoir ces fonctionnaires. Cette réserve ne devra cependant être appliquée à aucune des Parties contractantes sans l'être également à toute autre Puissance.

2. Les consuls sont considérés, après remise de l'exequatur par l'Etat où ils sont accrédités, comme des délégués officiels de leur gouvernement, mais à moins d'être investis de fonctions diplomatiques par mandat spécial, ils n'ont pas le caractère de représentants *ex officio* de l'Etat souverain.

3. Les consuls sont assurés de trouver, dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'accomplissement de leurs missions officielles, le plus large concours et l'appui le plus bienveillant auprès du pays de leur résidence, à condition que ce concours et cet appui soient compatibles avec la législation générale.

De même ils ont droit, en ce qui regarde leur condition et l'exercice des attributions de leur charge, à tous les privilèges et prérogatives dont jouissent, dans les Etats respectifs, relativement à leur personne et à l'exercice de leurs fonctions, les représentants consulaires de la nation la plus favorisée.

¹ Ratifiée par l'Esthonie le 16 décembre 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 292. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN ESTHONIA AND LITHUANIA, SIGNED AT RIGA JULY 12, 1921.

Official French text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Esthonia. The registration of this Convention took place on July 12, 1922.

The REPUBLIC OF ESTHONIA, represented by M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs, of the one part, and the REPUBLIC OF LITHUANIA, represented by Dr. Joseph PURYCKIS, Minister for Foreign Affairs, of the other part, having decided to conclude a Consular Convention, have agreed upon the following provisions :

A. STATUS AND PRIVILEGES OF CONSULS.

(1) For the purposes of this Convention the terms Consul and Consular Official shall include all officers of the Consular Service who are called upon to perform the duties laid down in the consular regulations of the respective States, that is to say, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents.

The Contracting States may empower both Consuls of the Consular Service (*consules missi*) and Honorary Consuls (*consules electi*) to perform consular duties. The provisions of this Convention shall apply to the last-named category only in so far as these persons may be authorised by the Consular regulations of the State which they represent to exercise the rights and to perform the duties enumerated in the subsequent articles.

Either of the Contracting Parties may appoint Consuls in all ports, cities and towns of the other party, with the exception of places to which it would not appear desirable to admit such officers. This restriction, however, shall not be applied to either of the Contracting Parties unless it is likewise applied to all other Powers.

(2) Consuls shall be considered, on receiving their "exequatur" from the State to which they are accredited; to be official delegates of their Government, but unless invested with diplomatic powers by letters of authority they shall not be regarded as *ex officio* representatives of the Sovereign State.

(3) As regards the exercise of their office and the performance of their official duties, Consuls shall be assured of the widest co-operation and the most generous support from the country in which they are resident, in so far as such co-operation and support may be compatible with the ordinary laws of the country.

They shall also be entitled, so far as concerns their status and the performance of their official duties, to all privileges and prerogatives whatsoever enjoyed in the respective States by the Consular representatives of the most-favoured nation as regards their persons and the exercise of their office.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Ratified by Esthonia December 16, 1921.

4. Les consuls sont autorisés, pour remédier à toute atteinte portée par les autorités du pays de leur résidence aux conventions et traités conclus entre les deux pays, à s'adresser dans leur circonscription aux autorités judiciaires et administratives du pays de leur résidence, à leur demander des renseignements et à leur faire des propositions en vue de la sauvegarde des droits et des intérêts de leurs compatriotes. Si leurs réclamations ne sont pas accueillies avec l'attention qui convient, les fonctionnaires consulaires, en l'absence d'un représentant diplomatique de leur pays, peuvent s'adresser directement au gouvernement du pays de leur résidence.

5. Les consuls ont le droit, dans les maisons où sont installés leurs bureaux, de suspendre au-dessus de leur porte l'écusson et d'arborer le pavillon national de l'Etat qui les délègue. Ils sont également autorisés à mettre les marques extérieures de souveraineté de l'Etat mandant sur leurs voitures et sur la livrée de leurs serviteurs.

6. Les consuls ressortissants de la Partie contractante qui les a nommés ne peuvent être arrêtés ni emprisonnés pour des contestations en matière de droit civil, ni soumis à la détention préventive pour des affaires correctionnelles, à l'exception de faits que la législation du pays qualifie de crimes.

Ils sont en outre exempts des logements et des contributions militaires et, à condition qu'en dehors de leurs fonctions officielles ils ne fassent le commerce ou n'exercent quelque industrie, des contributions personnelles ou somptuaires et de toutes les prestations et impositions qui ont un caractère direct et personnel. Cette exemption ne s'étend pas aux droits de douane, impôts de consommation, taxes locales de consommation ou impôts portant sur les propriétés foncières que les consuls acquièrent ou possèdent dans le pays de leur résidence.

Les consuls qui traitent des affaires commerciales ne doivent pas se réclamer de leurs privilèges consulaires pour se soustraire aux obligations commerciales.

En cas d'arrestation d'un consul ou d'un fonctionnaire consulaire, la représentation diplomatique de son pays doit en être immédiatement informée par le gouvernement du pays où l'arrestation a eu lieu.

7. Les consuls ne sont tenus de comparaître personnellement en justice que dans les causes criminelles. Dans les causes civiles leur témoignage est demandé par écrit ou recueilli par un magistrat.

8. Les archives consulaires sont inviolables. Les autorités locales n'ont en aucun cas et sous aucun prétexte le droit d'examiner ou de saisir les livres, documents et caisses consulaires qui s'y trouvent. Les consuls doivent tenir tous les livres et documents relatifs au service consulaire séparés de leurs documents commerciaux ou autres papiers privés.

B. PARTICIPATION DE L'ÉTAT DE LA RÉSIDENCE A L'EXERCICE DES FONCTIONS CONSULAIRES.

9. A la demande du consul, lorsque, sur un bâtiment du pays mandant un homme de l'équipage vient à désertir, le pays de la résidence est obligé de faire rechercher le déserteur par tous les moyens à sa disposition, de procéder à son arrestation et de le remettre au capitaine.

Si toutefois le déserteur est justiciable des tribunaux pour des actes commis à terre, les autorités locales compétentes peuvent demander que la remise soit ajournée jusqu'au moment où le jugement sera rendu et la peine accomplie.

Les dispositions de cet article peuvent ne pas être appliquées aux gens de mer qui sont ressortissants du pays où ils désertent.

10. Les autorités judiciaires et douanières ne doivent exécuter aucun acte officiel ni aucune perquisition à bord des bâtiments de commerce d'un des Etats contractants sans en aviser préalablement le consul de l'Etat intéressé de manière à ce qu'il puisse être présent.

11. Dans tous les cas où le consul, conformément aux stipulations de l'Etat qui l'envoie, intervient comme juge ou intermédiaire dans une contestation entre le capitaine et l'équipage d'un

(4) In order to obtain redress for any infringement, on the part of the authorities of their country of residence, of the treaties and agreements concluded between the two countries, Consuls shall be authorised to apply within their area to the judicial and administrative authorities of their country of residence, to ask them for information and to make proposals to them for the protection of the rights and interests of their fellow-countrymen. Should their complaints not be received with the attention to which they are entitled, Consular Officials may, in the absence of a diplomatic representative of their country, apply directly to the Government of their country of residence.

(5) Consuls shall be entitled, in the buildings in which their offices are established, to display above their doors the arms and to fly the national flag of the State which they represent. They shall also be authorised to display on their carriages and on the livery of their servants, the badges of sovereignty of the State which they represent.

(6) Consuls who are nationals of the contracting party which has appointed them shall be immune from arrest or imprisonment in disputes upon matters of civil law, and from imprisonment before trial in respect of misdemeanours, always excepting acts regarded as felonies by the law of the country.

They shall be further exempt from military billeting and requisitioning and also, provided that they do not engage in commerce or carry on any trade in addition to their official duties, from personal or sumptuary requisitions and from all forced loans and taxes of a direct and personal nature. Such exemption shall not extend to customs duties, duties on consumption both general and local, or taxation affecting any landed property which Consuls may acquire or possess in their country of residence.

Consuls dealing with commercial matters shall not have recourse to their Consular privileges in order to evade commercial obligations.

In case of the arrest of a Consul or Consular Official, the diplomatic representatives of his country shall be immediately notified by the Government of the country in which the arrest has taken place.

(7) Consuls shall not be bound to appear in person at a court of justice except in criminal cases. In civil cases they shall be asked to give their evidence in writing or in the form of a deposition before a magistrate.

(8) The Consular Archives shall be inviolable. In no case and under no pretext shall local authorities have the right to examine or to seize any books, documents or Consular funds which they contain. Consuls shall keep all books and documents relating to the Consular Service separate from their commercial documents or other private papers.

B. PARTICIPATION OF THE STATE OF RESIDENCE IN THE CARRYING OUT OF CONSULAR DUTIES.

(9) In case of the desertion of a member of the crew from a vessel of the country which the Consul represents, the country of residence shall be bound, at the request of the Consul, to use all means in its power to ensure the discovery of the deserter, to arrest him and to deliver him to the captain.

If, however, the deserter has rendered himself amenable to the courts by any act committed ashore, the competent local authorities may require his surrender to be postponed until such time as judgment shall have been delivered and the sentence of the court carried out.

The provisions of this Article may be suspended in the case of seamen who are nationals of the country in which they desert.

(10) The judicial and customs authorities shall not carry out any official act or perquisition on board commercial vessels of one of the contracting States without giving such previous notice to the Consul of the State interested as shall enable him to be present.

(11) In all cases in which the Consul is empowered, in conformity with the regulations of the State which he represents, to intervene as arbiter or mediator in a dispute between the captain

bâtiment de l'Etat mandant, les autorités locales s'abstiennent de s'y immiscer, tant que la tranquillité et l'ordre publics ou les intérêts de tierces personnes ne sont pas menacés.

Toutefois, elles sont tenues, en vertu de l'article 3, de donner aide au consul sur sa demande.

12. Lorsqu'un ressortissant d'un des Etats contractants décède sur le territoire d'un autre Etat contractant, les prescriptions suivantes doivent être observées :

a) Dans le cas où un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre pays ou dans le voisinage d'un lieu où un consul de la nation du défunt a sa résidence, les autorités locales compétentes doivent en aviser immédiatement le consul. Si l'agent est informé le premier du décès, il doit donner le même avis aux autorités locales.

Les autorités consulaires apposent les scellés soit d'office soit à la requête des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt après en avoir informé les autorités locales compétentes assez à temps pour qu'elles puissent être présentes et mettre également leurs scellés. La levée des scellés apposés de part et d'autre doit être faite en commun avec les autorités locales. Cependant, si dans un délai de 48 heures à partir du moment où l'invitation leur parvient d'assister à la levée des scellés, les autorités locales ne se présentent pas, les autorités consulaires pourront procéder seules à cette opération. Après la levée des scellés les agents doivent dresser un inventaire de tous les meubles et effets du défunt en présence des autorités locales, si ces dernières se sont rendues à la convocation. Les autorités locales doivent signer le procès-verbal rédigé devant elles, mais elles n'ont à réclamer aucune rétribution du fait qu'elles assistent à cette opération.

b) Les autorités locales compétentes doivent faire les annonces en usage dans le pays ou prescrites par les lois, au sujet de l'ouverture de la succession et de la convocation des héritiers ou des créanciers et informer les autorités consulaires de ces publications sans préjudice du droit qu'ont ces dernières autorités de faire de semblables publications.

c) Les autorités consulaires peuvent décider que les objets mobiliers dont la conservation en nature entraînerait pour la succession des frais élevés seront vendus aux enchères publiques dans la forme prescrite par les lois et les usages du pays.

d) Les autorités consulaires doivent conserver comme dépôt soumis aux lois du pays les effets et les objets de valeur inventoriés, le montant des créances recouvrées et des revenus, de même que le produit de la vente éventuelle des meubles jusqu'à l'expiration d'un délai de 10 mois à partir du jour de la dernière publication faite par les autorités locales pour annoncer l'ouverture de la succession, ou à défaut d'une semblable publication, jusqu'à l'expiration d'un délai de 12 mois à partir du jour du décès. Les autorités consulaires doivent avoir le droit de retirer immédiatement de la succession les frais des soins médicaux et de l'enterrement du défunt, le salaire de ses domestiques, le loyer, les frais judiciaires, les dépenses du consulat et les frais analogues, de même que les dépenses éventuelles pour l'entretien de la famille du défunt.

e) Conformément aux stipulations de l'article précédent, les autorités consulaires ont le droit de prendre toutes mesures utiles pour la conservation de l'héritage meuble et immeuble du défunt et de faire ce qu'elles croient être dans l'intérêt des héritiers. Elles peuvent administrer l'héritage ou personnellement ou par un représentant choisi par elles et agissant en leur nom. Elles doivent avoir le droit d'exiger la remise de tous les objets de valeur appartenant au défunt, qui se trouvent dans les caisses publiques ou dans les mains de particuliers.

and the crew of a vessel of the State which he represents, the local authorities shall abstain from interference as long as public peace and public order or the interests of third parties are not threatened.

They shall, however, be bound in virtue of Article 3 to assist the Consul if he requests them to do so.

(12) In case of the decease of a national of one of the contracting States in the territory of another contracting State, the following procedure shall be observed :

- (a) In case of the decease of a national of one of the contracting States in another country or in the neighbourhood of a place in which a Consul of the country of the deceased resides, the competent local authorities shall at once notify the Consul. Similarly, if the Consular agent be the first to be informed of the decease, he shall notify the local authorities.

The Consular Authorities shall affix the seals, whether as part of the official routine or at the request of the parties interested, to all effects, goods and papers of the deceased, after notifying the competent local authorities in sufficient time to enable them also to be present and to affix their own seals. The removal of the seals affixed by either party shall be carried out in concert with the local authorities. If, however, the local authorities do not present themselves within a period of forty-eight hours from the moment of receiving the invitation to be present at the removal of the seals, the Consular authorities may carry out this procedure alone. On the removal of the seals, the agents shall draw up an inventory of all goods and effects of the deceased in the presence of the local authorities, if the latter have answered the summons. The local authorities shall sign the minutes drawn up in their presence, but may claim no reimbursement for their attendance at these proceedings.

- (b) The competent local authorities shall make the announcements which are customary in the country or are prescribed by law regarding the issue of probate and the summoning of heirs or creditors, and shall inform the Consular Authorities of their publication, without prejudice to the right of the Consular Authorities to issue similar notice.
- (c) The Consular Authorities may decide that personal property the preservation of which would of itself entail heavy charges on the estate shall be sold at public auction in the form prescribed by the laws and customs of the country.
- (d) The Consular Authorities shall hold in trust, subject to the laws of the country, the effects and objects of value included in the inventory, the sum total of recovered debts and revenues and the proceeds of the sale (if any) of the personal property until the expiration of ten months, from the date of the last notification made by the local authorities announcing the issue of probate or, failing such notification, until the expiration of 12 months from the date of decease. The Consular Authorities shall be entitled to collect immediately from the estate the cost of medical attendance and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, rent, legal costs, Consular expenses and similar charges, together with any expenses entailed by the maintenance of the family of the deceased.
- (e) In conformity with the provisions of the preceding article, the Consular Authorities shall have the right to take all necessary steps for the preservation of the real and personal estate of the deceased, and any steps which they may consider desirable in the interests of the heirs. They may administer the estate either in person or through a representative nominated by them and acting on their behalf. They shall have the right to require the restitution of all objects of value belonging to the deceased which may be either in the safe-keeping of the public authorities or in the hands of private individuals.

f) Si pendant le délai mentionné à l'article *d*) des réclamations éventuelles émanant de ressortissants du pays ou de ressortissants d'une tierce Puissance provoquent un conflit, les tribunaux du pays ont le droit exclusif de juger ces réclamations à condition qu'elles ne portent ni sur une prétention à l'héritage, ni sur les dispositions testamentaires.

Dans le cas où la succession du défunt est en déficit, les créanciers peuvent, dans la mesure où les lois du pays le permettent, demander aux autorités locales compétentes de se constituer à l'Etat d'union et, après cette constitution, tous les papiers, effets ou valeurs de l'héritage doivent être remis aux autorités locales compétentes ou aux syndics de faillite, mais les autorités consulaires demeurent toutefois chargées de sauvegarder les intérêts de leurs compatriotes.

g) Si, à l'expiration du délai fixé dans l'article *d*), aucune réclamation n'est présentée contre l'héritage, les autorités consulaires doivent, après avoir payé et réglé, d'après les tarifs en vigueur dans le pays, tous les frais et comptes qui grèvent la succession, prendre définitivement possession de l'héritage, le liquider et le transmettre aux héritiers légaux. Elles n'ont à rendre compte de cette opération qu'à leur propre gouvernement.

h) Dans toutes les questions relatives à l'ouverture, à l'administration et à la liquidation de la succession de ressortissants d'un des deux pays dans l'autre, les consuls intéressés doivent être par la loi autorisés à représenter les héritiers et reconnus d'office comme munis de pleins pouvoirs à cet effet, sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat particulier. Les autorités consulaires peuvent agir auprès des autorités compétentes du pays soit en personne soit par l'intermédiaire d'un représentant autorisé par les lois du pays, sauvegarder dans toutes les circonstances où la succession est en jeu, les intérêts des héritiers et intervenir au sujet des réclamations soulevées contre cette succession. Elles sont cependant obligées, s'il existe des exécuteurs testamentaires ou des mandataires représentant les héritiers, de leur faire connaître toutes les réclamations soulevées contre la succession pour que les exécuteurs testamentaires ou les héritiers puissent faire valoir leurs objections à ces réclamations.

Il va de soi que les consuls, en tant que mandataires de leurs compatriotes, ne peuvent pas être personnellement poursuivis en justice pour une affaire relative à la succession.

i) Le droit d'hérédité ainsi que le partage de la succession du défunt se règlent d'après les lois de son pays.

Toutes les contestations au sujet du droit d'hérédité et du partage de la succession doivent être tranchées par les tribunaux ou les autorités compétentes de ce pays et conformément aux lois qui y sont en vigueur.

k) Si un ressortissant d'un des Etats contractants décède dans un autre Etat contractant, en un lieu éloigné de la résidence d'un consul de son pays, il appartient aux autorités locales compétentes de dresser, en se conformant aux lois du pays, un inventaire de la succession du défunt et d'apposer leurs scellés. Des copies légalisées des documents en question doivent être adressées dans le plus bref délai, avec l'avis de décès et toutes les pièces prouvant la nationalité du défunt, à l'autorité consulaire la plus rapprochée du lieu de la succession.

Les autorités locales compétentes doivent prendre, en ce qui concerne la succession du défunt, toutes les mesures prescrites par les lois du pays et la succession doit être remise, dès que faire se peut, après l'expiration du délai stipulé dans l'article *d*) à l'autorité consulaire mentionnée ci-dessus ou à son mandataire.

Il va de soi que, à partir du moment où une autorité consulaire compétente ou son représentant arrive au lieu de la succession, les autorités locales qui sont intervenues dans l'intervalle ont à se comporter d'après les stipulations de cet article.

- (f) If, during the period specified in Article (d) any claims which may be advanced by nationals of the country or by nationals of a third Power should lead to a dispute, the courts of law of the country shall have the exclusive right of deciding such claims, provided that they do not relate to the testamentary dispositions or to any claim to the estate.

If the estate of the deceased shows a deficit, the creditors may, as far as the laws of the country permit, require the competent local authorities to form themselves into a properly constituted body, after which all papers, effects or other personality composing the property, shall be delivered to the proper local authorities or to the official assignees; nevertheless, it shall remain the duty of the Consular authorities to protect the interests of their fellow-countrymen.

- (g) If, at the expiration of the period specified in Article (d), no claim has been presented against the estates the Consular Authorities shall, after paying and regulating, in accordance with the scale in force in the country, all charges and accounts encumbering the estate, shall take final possession of it, liquidate and make it over to the legal heirs. They shall be accountable only to their own Government in this matter.

- (h) In all questions relating to the reception of claims, the administration and the liquidation of the estate of nationals of either of the two countries in the other, the Consuls concerned shall be legally empowered to act on behalf of the heirs and shall be recognised officially as furnished with full powers to that effect, without the obligation of proving their authority by a power of attorney. The Consular Authorities may deal with the proper authorities of the country either in person or through the agency of a representative empowered by the laws of the country. They may, in all circumstances affecting the estate, protect the interests of the heirs, and they may intervene in connection with claims brought against that estate. They shall, however, be obliged, if there are any testamentary executors or agents representing the heirs, to notify them of all claims brought against the estate in order that the testamentary executors or the heirs may urge their objections to such claims.

It follows that Consuls, in their capacity of agents for their fellow-countrymen, shall not be liable to any personal action in matters affecting the estate.

- (i) The right of inheritance and the partition of the estate of the deceased shall be settled according to the laws of his country.

All disputes affecting the right of inheritance and the partition of the estate shall be resolved by the courts of law or the proper authorities of that country in conformity with the laws in force therein.

- (k) In case of the death of a national of one of the contracting States in another contracting State in a place distant from the residence of a Consul of his country, it shall be the duty of the competent local authorities to draw up, in conformity with the laws of the country, an inventory of the estate of the deceased and to affix their seals. Certified copies of the documents in question shall be forwarded at the earliest possible moment, together with the death certificate and all papers proving the nationality of the deceased, to the Consular authority nearest to the place where the estate is situated.

The competent local authorities shall take all steps prescribed by the laws of the country in connection with the estate of the deceased, and the estate shall be made over, as soon as possible after the expiration of the period specified in Article (d), to the Consular Authority above-mentioned or to his representative.

It follows that, from the moment when a competent Consular Authority or his representative arrives at the place where the estate is situated, the local authorities who have intervened in the meanwhile shall be bound to act in conformity with the provisions of that article.

- l) Les stipulations de la présente Convention doivent également s'appliquer à la succession des ressortissants d'un des deux pays, qui, décédés hors du territoire de l'autre pays, y ont laissé des biens meubles ou immeubles.
- m) Les consuls de chaque pays sont exclusivement chargés de l'inventaire et de tous les actes exigés par l'entretien et la liquidation des successions des gens de mer, passagers et autres voyageurs de leur nation, qui décèdent dans l'autre pays, soit à terre soit à bord d'un bâtiment.

13. Les consuls sont, en raison même de leurs fonctions, chargés de la curatelle et de la tutelle temporaire des enfants mineurs et des veuves des ressortissants de l'État qui les délègue, décédés dans leur arrondissement et, en cette qualité, ils peuvent prendre toutes les mesures nécessaires, admises par les lois locales, pour protéger les intérêts des survivants et la succession.

14. Les consuls ont le droit, dans la mesure où les y autorisent les lois et les règlements de leurs pays :

- a) de recevoir et de légaliser les actes judiciaires unilatéraux et les dispositions testamentaires de leurs compatriotes ainsi que les conventions passées entre des ressortissants de leur propre pays ou entre ces derniers et des ressortissants ou d'autres habitants du pays de leur résidence; en outre les conventions entre personnes de cette dernière catégorie qui se rapportent à des biens fonciers situés sur le territoire du pays qui délègue le consul ou à une affaire à y conclure;
- b) de traduire et de légaliser toutes les pièces émanant des autorités ou des fonctionnaires de leurs pays.

Tous les documents de cette nature, de même que les copies, extraits et traductions, une fois légalisés par les autorités consulaires mentionnées, et revêtus du sceau officiel du consulat, doivent avoir la même force et la même valeur dans chacun des deux pays que s'ils avaient été reçus et légalisés par un notaire public ou par quelque autre fonctionnaire public ou de l'ordre judiciaire appartenant à l'un ou l'autre des deux pays, avec cette condition qu'ils sont soumis aux droits de timbre et aux autres droits et taxes établis par la loi dans le pays où ils doivent être exécutés.

15. Les consuls ont le droit, dans les limites où les lois de la Partie contractante qui les a nommés, les y autorisent, à procéder aux mariages des ressortissants de cette Partie en se conformant aux lois qui y sont en vigueur.

Cette stipulation ne s'applique pas aux mariages où l'un des conjoints est ressortissant de la Partie contractante où le consul a sa résidence. Ce dernier doit informer aussitôt les autorités locales de tous les mariages auxquels il a procédé en raison de la stipulation précédente.

16. Les consuls doivent avoir le droit d'enregistrer, conformément aux lois et règlements de la Partie contractante qui les a nommés, les naissances et les décès des ressortissants de cette Partie.

Les intéressés n'en restent pas moins obligés par les lois du pays de déclarer les naissances et les décès aux autorités locales.

C. RATIFICATION ET DURÉE DE VALIDITÉ.

17. Cette Convention entre en vigueur aussitôt après la ratification par les États contractants.

18. La durée de cette Convention n'est pas limitée. Chaque pays contractant a le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné six mois à l'avance à tous les autres États contractants.

En foi de quoi la présente Convention a été signée à Riga, le douze juillet mil neuf cent vingt et un en deux exemplaires.

(Signé) ANT. PIIP.

(Signé) Dr J. PURYCKIS.

(l) The provisions of the present Convention shall also apply to the estates of nationals of either of the two countries who have died outside the territory of the other country and have left real or personal property therein.

(m) Consuls of either country shall be solely responsible for the inventory and for all acts involved by the upkeep and the liquidation of the estates of seamen, passengers and other travellers of their nation dying in the other country, whether ashore or on board a vessel.

(13) Consuls shall, in virtue of their office, be responsible for the temporary custody and guardianship of the widows and children under age of nationals of the State which the Consuls represent who may die in their area, and in this capacity they may take all necessary steps admissible under the local laws to protect the interests of surviving relatives and of the estate.

(14) Consuls shall have the right, in so far as the laws and regulations of their country permit :

(a) To receive and to certify the unilateral judicial acts and testamentary dispositions of their fellow-countrymen, and also agreements made between nationals of their own country or between the latter and nationals or other inhabitants of the country of their residence ; and also agreements between persons of the latter class relating to landed estates situated within the territory of the country which the Consul represents or to business to be transacted therein.

(b) To translate and to certify all documents received from the authorities or officials of their country.

All such documents, together with copies, extracts and translations, when certified by the above-mentioned Consular Authorities, and sealed with the official seal of the Consulate, shall have the same force and the same authority in each of the two countries as if they had been received and certified by a commissioner for oaths or other public or judicial officer belonging to one or the other of the two countries ; provided that they shall be subject to stamp duty and to the other duties and taxes by law established in the country in which they are to be executed.

(15) Consuls shall be entitled, within the limits within which they are authorised by the laws of the contracting party which appointed them, to perform the marriages of nationals of that party according to the laws in force therein.

This provision shall not apply to marriages in which one of the parties is a national of the contracting party in which the Consul resides. The latter shall at once notify the local authorities of all marriages which he has performed in virtue of the previous provision.

(16) Consuls shall be entitled to register all births and deaths of the contracting party which appointed them, in conformity with the laws and regulations of that party.

The persons concerned shall nevertheless be bound to notify the local authorities of births and deaths in accordance with the laws of the country.

C. RATIFICATION AND DURATION OF VALIDITY.

(17) This Convention shall come into force immediately on ratification by the contracting States.

(18) The duration of this Convention shall not be limited. Either contracting State shall have the right to denounce this Convention upon giving notice six months in advance to all other contracting States.

In faith whereof the present Convention was signed in duplicate at Riga this twelfth day of July, one thousand nine hundred and twenty-one,

(Signed) ANT. PIIP.

(Signed) DR. J. PURYCKIS.

